

L'ENJEU MONDIAL



Populismes au pouvoir



L'ENJEU MONDIAL



Populismes au pouvoir

*sous la direction d'Alain Dieckhoff,
Christophe Jaffrelot, Élise Massicard*

www.sciencespo.fr/enjeumondial 

SciencesPo
LES PRESSES

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Populismes au pouvoir / sous la direction d'Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot, Élise Massicard. – Paris : Presses de Sciences Po, 2019.

ISBN 978-2-7246-2500-4

RAMEAU :

Populisme : 1990-....

DEWEY :

320.56 : Idéologies basées sur des groupes de personnes (multiculturalisme, féminisme, populisme, racisme)

Édition

Fabien Crespin

Julie Thermes

Réalisation cartographique et infographique

Atelier de cartographie de Sciences Po

Thomas Ansart, Benoît Martin, Patrice Mitrano,

Anouk Pettès, Antoine Rio

Mise en page et composition

Alain Chevallier

Couverture

Hémisphères et Cie

Coordination CERI

Judith Burko

SciencesPo
LES PRESSES

Sommaire

7 Les pouvoirs populistes

Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot et Élise Massicard

13 Les populistes au pouvoir en perspective comparée

Alain Dieckhoff

24 Une cartographie du populisme : expériences de la relégation et sentiment d'injustice, *Olivier Borraz*

31 Le populisme : définition, implications et limites

Christophe Jaffrelot

La conquête du pouvoir

49 Le Movimento 5 Stelle en Italie : une entreprise de mobilisation antipolitique

Jean-Louis Briquet

61 Matteo Salvini et le renouveau de la Ligue
Jean-Louis Briquet

63 La Pologne des Kaczyński

Valentin Behr et Cédric Pellen

75 Un exemple de populisme droitier : Imran Khan au Pakistan

Asma Faiz

La dérive

91 De Chávez à Maduro : de la démocratie délégative à la dédémocratisation

Thomas Posado

101 Le cas thaïlandais : Thaksin, un populisme de réaction

Eugénie Mérieau

Populisme et autoritarisme

113 Israël, dé-démocratiser sans le dire

Samy Cohen

125 La démocratie illibérale selon Orbán

Jacques Rupnik

136 Les forces populistes après les élections européennes de 2019 *Nonna Mayer*

141 Rodrigo Duterte et le populisme punitif aux Philippines

David Camroux

155 Existe-t-il un populisme de droite en Colombie ?

Frédéric Massé

167 L'extrême droite autrichienne au gouvernement : le rôle des coalitions

Paulus Wagner

180 L'élection de Jair Bolsonaro au Brésil,
Frédéric Louault

La résilience des démocraties

187 La démocratie américaine à l'épreuve du « trumpulisme »

Lauric Henneton

199 L'émergence du pouvoir personnel au Japon Le cas de Shinzō Abe

Xavier Mellet

211 La fabrique de la stabilité oppressive et la résilience de la démocratie à Sri Lanka

Nira Wickramasinghe

Les bases sociales

227 Morale et politique sous Vladimir Poutine

Kathy Rousselet

237 La société civile au pluriel en Russie poutinienne

Françoise Daucé, Gilles Favarel-Garrigues

249 Gouvernement du peuple et au nom du peuple

249 dans la Turquie de l'AKP

Élise Massicard

259 Narendra Modi au pouvoir en Inde, au nom de quel peuple ?

Christophe Jaffrelot

Perspectives

275 America First, une politique étrangère populiste ?

Maya Kandel

287 Manipuler l'information pour accéder au pouvoir ou le conserver *Jean-Baptiste Jeangène Vilmer*



Le Movimento 5 Stelle en Italie : une entreprise de mobilisation antipolitique

Jean-Louis Briquet

Le Movimento 5 Stelle, organisation protestataire marginale en 2009, est devenue un pilier de la coalition gouvernementale en 2018. Cette évolution témoigne de l'ampleur des bouleversements qui ont affecté la démocratie italienne. Mais comment la mutation du M5S en parti de gouvernement apte à jouer le jeu des institutions s'est-elle produite ?

L'ascension du *Movimento 5 Stelle* (M5S, Mouvement 5 étoiles), organisation protestataire marginale au moment de sa création en 2009, devenue principale force politique de l'Italie aux élections législatives de mars 2018 et pilier de la coalition gouvernementale formée à leur suite, témoigne de l'ampleur des bouleversements qui ont récemment affecté la démocratie italienne. Certes, ce n'est pas la première fois qu'un mouvement dirigé par un *outsider* de la politique, se réclamant d'une rupture avec le « système » et les élites établies, s'affirme soudainement sur la scène politique et conquiert le pouvoir, permettant à de néophytes éloignés des partis traditionnels d'accéder aux postes électifs. Ce fut le cas avec *Forza Italia*, créé par Silvio Berlusconi en 1994 et qui est devenu depuis l'une des composantes majeures de la droite de gouvernement en Italie. Mais la situation du

M5S diffère foncièrement de celle de ce parti, puisqu'il apparaît dans un contexte politique et institutionnel relativement stabilisé, qui n'est en rien comparable à la période de crise profonde du régime au cours de laquelle *Forza Italia* a été constitué, marquée par une succession de scandales politico-financiers, le discrédit et l'effondrement des anciens partis et des anciennes élites dominantes. Si les thématiques antipolitiques occupent une place déterminante dans les corpus idéologiques et programmatiques de *Forza Italia* et du M5S, qui exaltent chacun à leur manière les vertus de la société civile contre les vices de la société politique en place qu'ils aspirent à renverser, leurs formulations sont clairement dissemblables, ne serait-ce que parce que le premier s'inscrit dans un projet explicite de refondation de la droite italienne menacée par la gauche et « l'étatisme », alors que le second prône une refonte démocratique qui passe par une subversion des règles du jeu politique

conventionnel et une remise en cause des clivages qui le structurent.

Le M5S possède donc des caractères d'exceptionnalité qui en font une entreprise d'innovation disruptive. Son affirmation sur la scène politique résulte de sa capacité à offrir un débouché organisationnel (avec notamment le blog et la plate-forme en ligne du mouvement) et un cadre d'interprétation (la critique radicale de l'ordre politique existant) à des mobilisations qui, tout en empruntant les registres de l'antipolitique, expriment un désir de participation active à la vie publique. Après sa phase « mouvementiste » (jusqu'aux élections législatives de 2013), la perspective du pouvoir, puis son exercice, font surgir les tensions inscrites dans une telle dynamique, qui conduisent le M5S à s'allier avec l'extrême droite au nom de la nécessité d'un changement politique radical et dans la perspective d'un remodelage drastique du système des partis italiens.

Un « parti-mouvement »

Le M5S est né de l'initiative d'un acteur comique à succès, Beppe Grillo, à partir du blog (beppegrillo.it) qu'il a créé en janvier 2005 en association avec le propriétaire d'une société de conseil et stratégie digitale, Gianroberto Casaleggio. Ce blog reprend les

Le M5S est né de l'initiative d'un acteur comique à succès, Beppe Grillo.

thématiques de ses spectacles (satire de la classe politique, dénonciation de scandales, défense des services publics, causes environnementales, etc.) et se présente comme « le seul moyen d'assurer la survie de la démocratie » (premier post daté du 28 janvier 2005) au nom de la double nécessité de proposer une information libre et ouverte à tous les citoyens et de renverser une « caste » politique inefficace et accrochée à ses privilèges. Les tournées de Grillo et son blog, qui rencontrent une forte audience,

s'accompagnent de la création de groupes de supporters locaux, que Grillo encourage à s'organiser et à se mobiliser en utilisant la plate-forme du réseau social en ligne *Meetup*, afin de « transformer une discussion virtuelle en un moment de changement », écrit-il sur son blog le 16 juillet 2005.

Les débouchés politiques de ces initiatives se font jour peu à peu, au fur et à mesure des succès que rencontrent les groupes *Meetup* (qui prennent souvent le nom de « Amici di Beppe Grillo ») et de leurs engagements dans les mobilisations locales. Grillo relaie ces engagements en soutenant des listes civiques aux élections municipales d'avril 2008 et de juillet 2009, puis en les présentant sous l'égide directe du *Movimento 5 Stelle*, officiellement créé le 4 octobre 2009. Il offre une « certification » et un espace sur son blog aux listes qui répondent à certaines conditions : ne pas comporter d'inscrits à des partis politiques ni de personnes condamnées par la justice ; disposer d'un site web indiquant les curriculum des candidats ainsi que leur programme et d'un blog permettant la discussion ouverte ; s'engager à ne pas s'associer avec d'autres listes qui ne seraient pas validées par le mouvement. Il les regroupe autour d'un programme qui a été discuté de manière informelle sur le blog, centré sur les questions locales (défense des services publics, protection de l'environnement) et prônant l'entrée directe en politique des « citoyens » afin qu'ils « prennent en main leur propre destin » (post du 24 janvier 2008).

Les résultats sont d'abord modestes. Mais ils atteignent des niveaux significatifs dans certaines communes, en particulier dans l'Italie centrale, en 2011 et surtout en 2012, où les scores du M5S avoisinent et dépassent parfois les 10 % et où le mouvement conquiert la mairie de Parme. La même année, la liste des *pentastellati* (du nom de ses supporters) obtient 15 % des voix et 15 élus aux élections régionales en Sicile. Ces résultats, outre qu'ils accroissent la visibilité médiatique



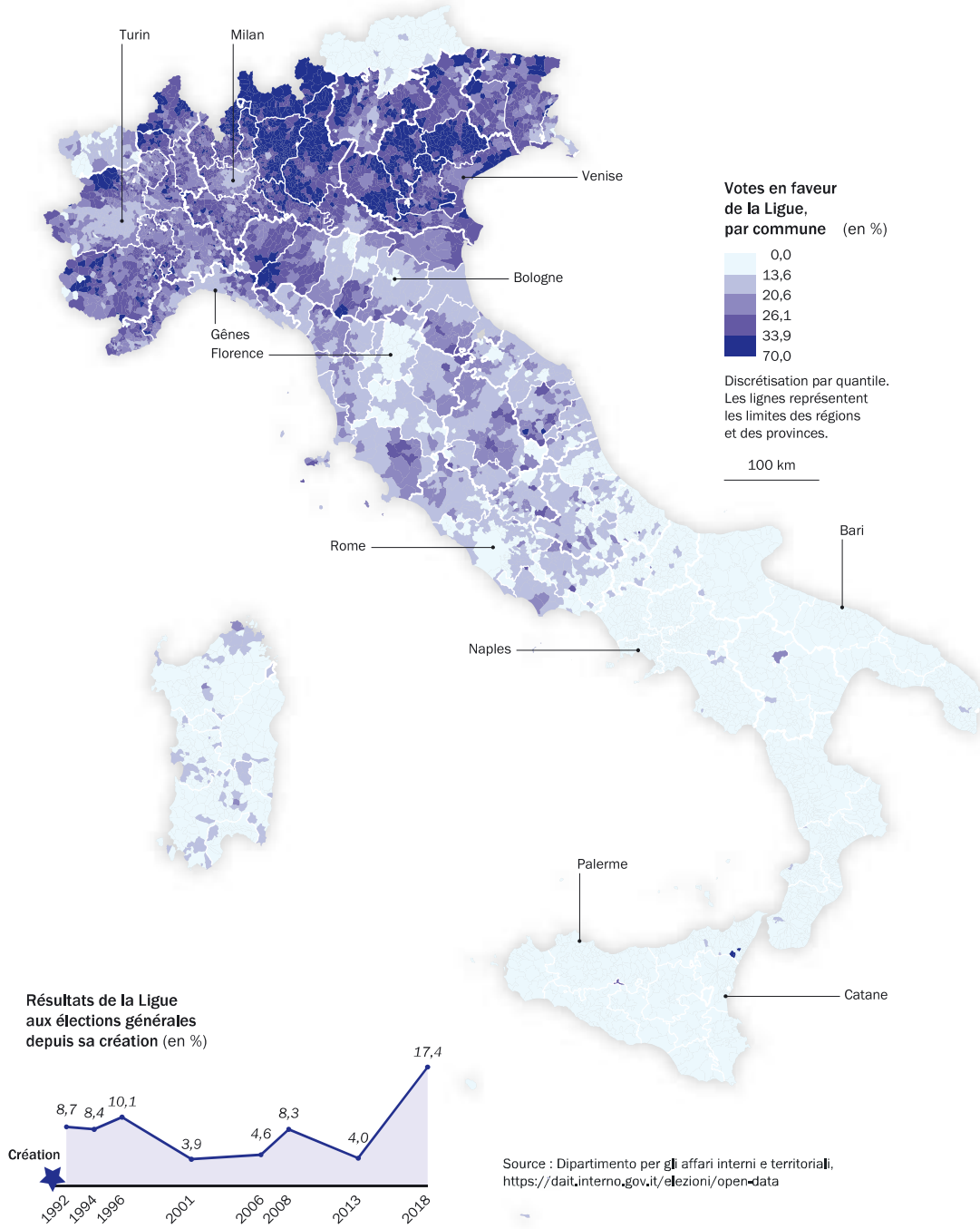
Beppe Grillo en 1983, durant la décennie qui l'a rendu célèbre pour ses émissions satiriques.

du mouvement, manifestent son pouvoir d'attraction électorale et en font un concurrent potentiel sur certaines scènes politiques locales. Ils témoignent aussi de l'essor de groupes et de réseaux militants bien organisés et bien intégrés localement, en mesure de structurer des demandes de participation politique et de leur offrir des débouchés pratiques (engagement dans des causes locales, sociabilités militantes, participation aux campagnes électorales, candidatures, etc.). Signe de cet essor, le nombre de listes civiques M5S augmente nettement : dans les communes de plus de 15 000 habitants, il passe de 15 aux élections municipales de 2008 à 75 en 2012 (soit de 16 % à près de la moitié des communes concernées). Les succès électoraux, même limités et circonscrits, conduisent à l'entrée dans les institutions du pouvoir local d'activistes et responsables des

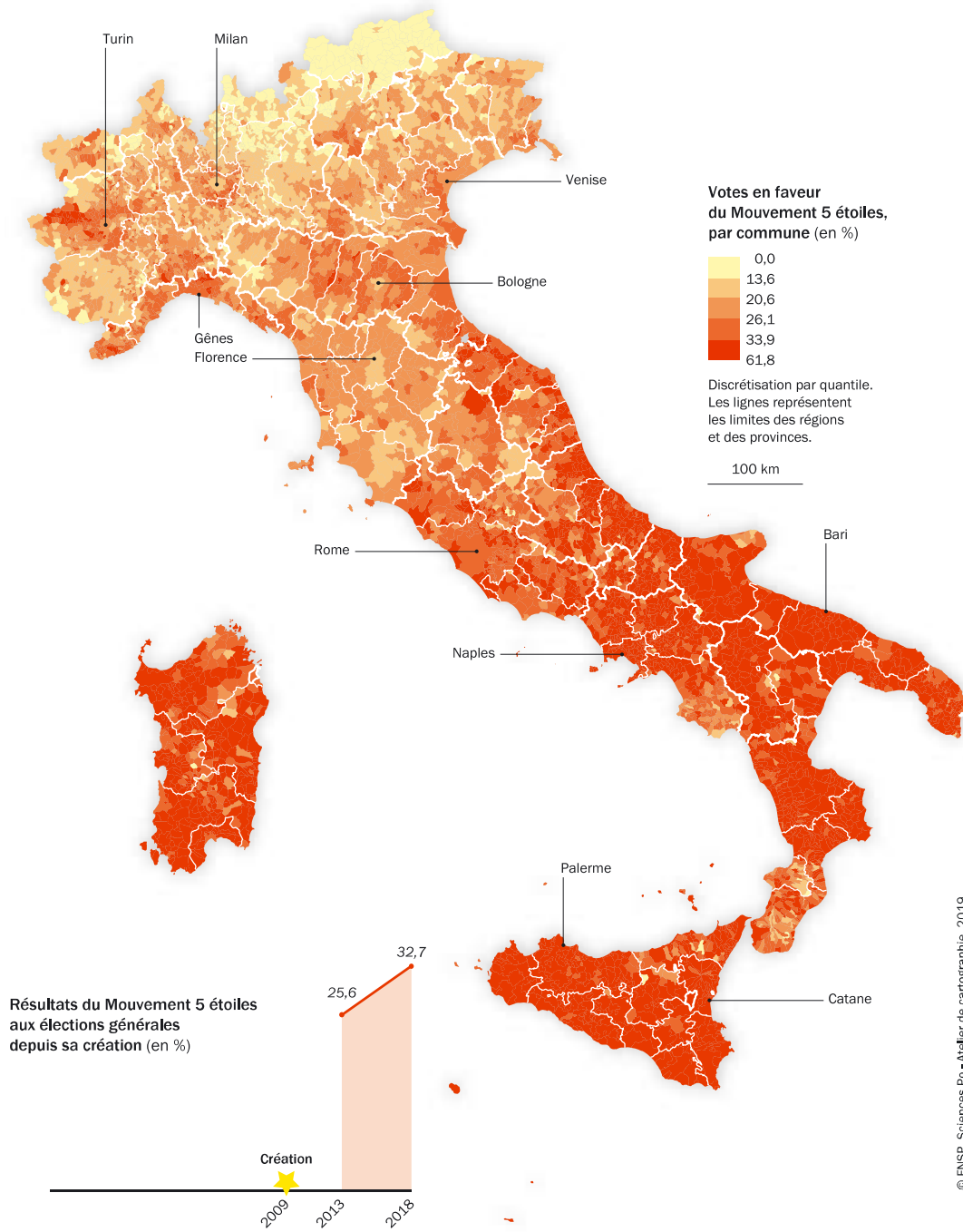
Meetup (4 élus régionaux en 2010, autour de 200 conseillers municipaux dans les villes de plus de 15 000 habitants en 2012).

Le M5S prend ainsi la forme d'une entreprise électorale de conquête. La stratégie est explicitement formulée et encouragée par Grillo et l'équipe dirigeante du mouvement, qui revendiquent très tôt leur projet de « faire de la politique active » (post du 24 janvier 2008). Ils mobilisent les ressources du web pour élaborer un programme « collaboratif » de portée générale, formalisent les règles de sélection des candidats ainsi que les codes de conduite auxquels ils doivent s'astreindre, et indiquent dans la participation aux élections l'objectif principal du mouvement. Le statut officiel adopté le 10 décembre 2009 (baptisé « non-statut ») le confirme en présentant le mouvement comme une instance de sélection et de soutien, aux diverses élections, de

FIG. 4 Italie : élections générales de la Chambre des députés, 4 mars 2018



LE MOVIMENTO 5 STELLE EN ITALIE : UNE ENTREPRISE DE MOBILISATION ANTIPOLITIQUE



© FNSP - Sciences Po - Atelier de cartographie, 2019

candidats « promouvant la campagne de sensibilisation sociale, culturelle et politique de Beppe Grillo » (article 4 du non-statut).

Un parti de gouvernement

Les élections générales des 24 et 25 février 2013 consacrent cette stratégie. Grillo s'est engagé activement dans la campagne, en réalisant en janvier et février son *Tsunami Tour*, lors duquel il a parcouru en camping-car toute l'Italie et organisé des meetings dans plus de soixante villes. Il y a ardemment martelé son message contre le système et demandé aux Italiens de l'aider à « renvoyer chez eux » ses représentants. Le M5S obtient près du quart des suffrages exprimés à la Chambre des députés (108 sièges) et 21 % au Sénat (54 sièges), dépassant très nettement les prévisions des sondages et bouleversant

Grillo s'est engagé activement dans la campagne, en réalisant son *Tsunami Tour*.

les équilibres politiques préexistants. Son entrée dans le jeu institutionnel dérange la

confrontation bipolaire entre le regroupement de la droite dominé par Silvio Berlusconi et celui de la gauche autour du *Partito democratico*, qui organise le système politique italien à la suite de la crise politique des années 1992-1994 et l'écroulement du régime dominé depuis l'après-guerre par la Démocratie chrétienne.

Le succès de février 2013 ouvre une nouvelle phase de l'histoire du M5S. Si ses scores aux élections locales qui suivent sont nettement inférieurs à ceux des législatives, ils n'en indiquent pas moins une progression remarquable par rapport aux précédents scrutins du même type. Lors des élections régionales qui se succèdent entre 2013 et 2017, le mouvement atteint très fréquemment autour de 15 % des voix – plus de 20 % dans les Abruzzes, le Piémont, la Ligurie et la Sicile. Il compte plus de 100 conseillers régionaux à la veille des élections législatives de 2018. Les

scrutins municipaux de la même période lui permettent de s'emparer des municipalités de 37 communes de plus de 15 000 habitants, dont celle de Livourne en mai 2014, puis de Rome et de Turin en juin 2016. Avec les parlementaires, ces élus prennent une place grandissante dans l'organisation et l'animation du mouvement.

Des conflits en résultent, attisés par la perspective d'accéder à des postes électifs que le M5S offre à ses membres. Ils peuvent opposer anciens et nouveaux membres en rivalité pour le choix de candidats. Ils naissent également des tensions que suscitent les logiques charismatiques du leadership de Grillo. Si les aspects protestataires et « mouvementistes » continuent à caractériser le M5S, et si Grillo persiste à les incarner, de nombreux élus aspirent à une gestion collective et coordonnée du mouvement, moins dépendante de son créateur. Ce dernier a contrecarré par le passé plusieurs des initiatives en ce sens, en particulier celles de groupes de base et d'élus locaux qui avaient cherché à instituer des dispositifs communs de débats et de propositions affranchis de la tutelle de Grillo et de son blog. Il admet cependant la nécessité d'une « structure de représentation plus large » (post du 23 novembre 2014) avant d'acquiescer à la modification des statuts du mouvement fin 2014. Cette dernière n'affecte pas fondamentalement l'organisation très centralisée du M5S et le fort pouvoir de contrôle de son leader (qui reste propriétaire du sigle du mouvement et, par là, arbitre des investitures). Mais le conseil directif (composé depuis les statuts de 2012 de Grillo, de l'un de ses neveux et de son conseiller juridique) n'est plus la seule instance dirigeante. Il est assisté d'un comité de contrôle chargé de veiller à l'application des statuts ainsi que d'un collège des prud'hommes consacré aux questions éthiques et disciplinaires. Surtout, la fonction de chef politique du parti est instaurée, chargée de l'administration et de l'orientation politique du M5S – Grillo restant le « garant »



Beppe Grillo et Luigi Di Maio lors d'un meeting électoral, Rome, mars 2018.

de ses valeurs fondamentales. L'attribution de toutes ces charges est soumise à un vote en ligne de l'ensemble des membres du M5S, à partir de listes restreintes de candidats proposées par la direction.

Les nouveaux statuts ouvrent la voie à un fonctionnement plus collégial du mouvement et à une plus grande autonomie de ses structures dirigeantes, composées de personnes dont la prééminence provient de leur cooptation par le leader historique du M5S, mais aussi des positions qu'ils y ont acquises au cours de leur trajectoire militante et élective. D'autres phénomènes témoignent de l'émancipation du mouvement par rapport à son fondateur : la disparition du nom de Grillo du sigle du M5S qu'il décide en novembre 2015 ; la séparation en février 2016 du blog de Grillo et de celui du M5S ; sa faible mise en avant lors de la campagne pour les élections législatives de 2018, prise en charge par Luigi Di Maio, le nouveau chef politique élu le 23 septembre

2017 sur proposition de Grillo, et l'équipe de parlementaires et d'experts issus de la société civile qui l'entourent.

Les résultats aux élections législatives du 4 mars 2018 sont au-delà des succès escomptés. Le M5S en est l'un des grands vainqueurs, avec 32,7 % des suffrages et 227 sièges à la Chambre des députés, et 32,2 % et 111 sièges au Sénat. Il n'est cependant pas en mesure de former seul un gouvernement, pas plus que ne le sont ni la coalition de centre droit associant principalement *Forza Italia*, le parti de Berlusconi, et le mouvement de droite radicale de la Ligue (coalition qui obtient 37 % des voix et 265 sièges à la Chambre), ni celle du centre gauche dominée par le *Partito democratico* (23 % des suffrages et 122 sièges). Après l'échec de nombreuses tractations pour résoudre la crise de gouvernabilité du pays, une solution qui paraissait jusqu'alors très improbable se fait jour : la formation d'un « gouvernement de changement » inédit et atypique associant la « *Lega* » et le M5S.

Les répertoires de l'antipolitique

L'alliance entre la formation très marquée à droite qu'est la *Lega*, engagée depuis l'élection de Matteo Salvini comme secrétaire fédéral en 2013 dans un processus de radicalisation identitaire fondé sur l'anti-européanisme et la lutte contre l'immigration, et du mouvement d'origine protestataire qu'est le M5S se présente en effet comme une configuration totalement nouvelle – et souvent perçue comme déroutante, voire aberrante, puisqu'elle réunit des groupements très dissemblables par leur histoire, leurs références idéologiques, leurs programmes, les propriétés et les dispositions de leurs cadres et de leurs militants, et jusqu'à celles de leur électorat. Ses promoteurs au sein du M5S l'ont justifiée à partir de deux arguments principaux : la possibilité qu'offre le « contrat de gouvernement » négocié par les deux partis de réaliser des points fondamentaux de son programme (revenu citoyen garanti, défense de l'environnement, lutte contre la corruption) ; la nécessité de satisfaire la demande de « changement radical » exprimée par les électeurs, qui autorise le bouleversement du paysage politique italien et le dépassement des anciens clivages partisans.

L'exhortation à chasser du pouvoir les représentants de la « caste » est une dimension capitale.

écouter les gens ») et « antisystème » (entendu comme « la volonté d'introduire un nouveau système qui supprime les vieux privilèges et les blocages du pouvoir ») que Giuseppe Conte, nouveau président du Conseil, justifie l'alliance des forces politiques qui composent son gouvernement dans son discours d'investiture devant le Sénat le 5 juin 2018.

Ce dernier argument s'inscrit dans la continuité du propos idéologique du M5S, dont la dénonciation de la classe politique

C'est ainsi au nom de leurs traits communs « populistes » (si l'on considère par là « l'attitude de la classe dirigeante à

et de ses privilèges et l'exhortation à chasser du pouvoir les représentants de la « caste » est une dimension capitale. L'alliance avec la Ligue ne contredit pas foncièrement ce dessein, celle-ci étant restée à l'écart des coalitions de gouvernement depuis 2011 et ayant renforcé sa posture critique à l'égard du jeu politique établi. L'une des premières grandes manifestations publiques du M5S, le V-Day du 8 septembre 2007, avait conclu une campagne pour un « Parlement propre », aux tonalités très hostiles aux partis et à leurs dirigeants. Ceux-ci ont été continuellement vilipendés par Grillo sur son blog, qualifiés par exemple de phénomènes « anachroniques » qui ont « exproprié » la population des affaires qui la concernent, des « zombies en chasse d'électeurs » (post du 25 janvier 2006). La campagne pour les élections législatives de 2013 s'est déroulée sous le signe de la critique radicale du système et des appels à son renversement. « Rendez-vous, vous êtes cernés » était l'une des exhortations favorites de Grillo à l'adresse des politiciens lors de son *Tsunami Tour*. Le programme officiel du mouvement commençait par une attaque contre les partis en place, accusés de s'être « substitués à la volonté populaire et soustraits à son contrôle et à son jugement ». Les candidatures se sont faites au nom du rejet de ces partis et du renouvellement de la classe politique. Si la présence au Parlement l'a atténuée partiellement, la véhémence antipolitique est demeurée un répertoire déterminant du M5S entre 2013 et 2018. Elle lui a permis de se démarquer des autres formations parlementaires, en refusant toute alliance avec elles (malgré les invitations de personnalités de la gauche à participer à un gouvernement qui s'engagerait à transformer en profondeur le système politique) et en opposant à l'immoralité de la classe politique le comportement vertueux des élus *pentastellati* (restitution d'une partie de leurs indemnités, refus des privilèges).

La critique du système s'accompagne de la célébration de la capacité de proposition et d'action autonome de la société civile. La mobilisation antipolitique de Grillo se présente comme une entreprise de « récupération de la politique », qui passe par une attention prioritaire aux enjeux de la vie concrète (services publics, droits sociaux, défense de l'environnement), par un investissement dans l'action locale ainsi que par la revendication d'une participation effective des citoyens aux décisions qui les affectent (laquelle se traduit notamment par le recours exclusif à des candidats issus de la société civile, extérieurs au monde des partis et de la politique conventionnelle). Le mouvement politique apparaît ainsi comme un espace où susciter et recueillir des opinions et des jugements, une « plate-forme et un véhicule de confrontation et de consultation » (article 1 du non-statut de 2009). Le site internet et les dispositifs en ligne jouent en la matière un rôle central. Ils sont non seulement des moyens de diffusion de leurs positions et de leurs propositions pour les leaders du mouvement ainsi que des mécanismes d'échange d'informations et de soutien aux mobilisations pour les groupes de base et les réseaux d'élus et de militants, mais aussi des supports matériels et symboliques du projet de démocratie participative que défend le M5S. Ses statuts associent ainsi directement « la possibilité de réaliser un échange d'opinions et une confrontation démocratique efficace en dehors de liens associatifs et partisanes, et sans la médiation d'organismes directs ou représentatifs » à l'utilisation du « réseau internet » en tant « qu'instrument capable d'assurer un modèle de consultation et de participation effectivement démocratique à la vie politique du pays » (article 4 du non-statut). Le nouveau statut adopté en décembre 2015 abandonne la critique des médiations partisanes, mais il évoque de nouveau le rôle central de la « Toile » comme l'instrument privilégié assurant « le rôle d'orientation et de détermination des choix

fondamentaux pour l'activité de l'association » et permettant à chaque inscrit de participer à l'action politique du mouvement (choix des candidats, approbation du programme politique, élections aux fonctions dirigeantes du mouvement).

Ce même statut désigne explicitement la « plate-forme Rousseau » comme l'instance officielle de consultation au sein du M5S. Ce site créé et géré par la société Casaleggio Associati est entré en fonction en mai 2015 afin de remplacer l'ancien site du mouvement. En plus de la sélection des candidats et de la validation de choix politiques stratégiques proposés par Grillo sur son blog par un vote en ligne des membres inscrits, disponibles depuis 2012, la nouvelle plate-forme vise à améliorer certaines fonctionnalités, expérimentées par le passé avec des succès mitigés, en rendant opérationnels les dispositifs de la *democracy online* – notamment la possibilité pour les adhérents au M5S de proposer, discuter et amender des projets de loi, régionale ou nationale, que les parlementaires du mouvement sont amenés à relayer et à défendre dans leurs institutions respectives. Plus que

Internet est utilisé au sein du M5S comme un moyen de légitimation démocratique

pour ses résultats effectifs (la participation est peu élevée, les possibilités de débat sont limitées), internet est utilisé au sein du M5S comme un moyen de légitimation démocratique conforme à ses dispositions antipolitiques. Il s'agit de rappeler la soumission des élus à ceux qui les ont portés au pouvoir, comme le fait en ces termes Gianroberto Casaleggio annonçant le prochain lancement de la plate-forme Rousseau au journal *Il Fatto Quotidiano*, le 9 avril 2015 : « [Rousseau naît] de l'idée que pour le M5S les hommes politiques sont dépendants des citoyens, salariés pour faire passer les décisions des citoyens, pour réaliser le programme pour lequel les gens ont voté pour eux. »

Une mobilisation paradoxale

La proposition antipolitique du M5S se traduit dans des codes et des règlements, concernant en particulier les caractéristiques des élus et les modalités d'exercice de leurs fonctions. Dès son entrée dans l'arène électorale, le mouvement a établi des conditions strictes, qui ont déjà été évoquées, pour « certifier » les listes civiques. Les critères de sélection des candidats, qui visent avant tout à réserver l'investiture du M5S à de véritables néophytes de la politique et à s'assurer de leur probité, restent globalement identiques pour les élections successives – si l'on excepte, pour les législatives de 2013, l'obligation de s'être déjà présenté à une charge élective au titre du M5S (ceci afin d'éviter des candidatures intéressées et « mercenaires »), qui sera supprimée pour celles de 2018 (conformément à la volonté d'ouverture du mouvement à la société civile dans la perspective de sa participation au gouvernement). Au nom de l'abolition des

Le M5S impose à ses élus une limitation de leurs indemnités

privileges des élites dirigeantes, le M5S impose à ses élus une limitation de leurs indemnités

(à hauteur de 5 000 euros bruts mensuels), les sommes restantes étant versées à un fonds de financement par microcrédit, géré par des banques et visant à aider les projets innovants de petites entreprises. Son programme de 2017 prévoit dans la rubrique « Réductions des coûts de la politique et lutte contre les privilèges », outre le « redimensionnement des salaires, des remboursements de frais et des retraites », la réduction à deux du nombre des mandats électifs pouvant être exercés au cours de sa carrière par un seul individu.

Par ailleurs, des mécanismes relativement contraignants sont mis en place, qui obligent les élus à informer les militants sur leurs activités. Le code de comportement des parlementaires du M5S élus en 2013 exige d'eux qu'ils « motivent et expliquent » leurs

votes par une vidéo publiée chaque jour sur la page YouTube du mouvement, qu'ils rendent compte mensuellement des dépenses liées à leurs activités politiques sur le site du M5S, qu'ils s'engagent à déposer les propositions de loi soutenues par au moins 20 % de ses membres. Le code éthique élaboré à la veille des élections législatives de 2018 établit comme « obligation des porte-parole élus sous le symbole du *Movimento 5 Stelle* », celle « de conformer leur comportement à des critères de transparence vis-à-vis des citoyens à travers une communication régulière de leurs choix politiques et de leurs votes », ainsi que de « maintenir une relation avec les inscrits en recueillant [et en relayant] les propositions raisonnables qu'ils formulent ». Dans la pratique, les réunions régulières avec les groupes de base de leur circonscription, les comptes rendus de mandat devant les militants, la mise en visibilité et en discussion en ligne de leurs activités, etc., sont une dimension essentielle de l'exercice de leur fonction par les élus du M5S et une condition de leur légitimité dans le mouvement – par l'adéquation à des normes de comportement conformes à ses messages politiques et aux impératifs moraux qui valent en son sein. Sans ressortir directement de l'antipolitique, ces normes sont le produit de positions antisystème et de la place qu'elles tiennent dans ces dispositifs de légitimation, en tant notamment que moyen de distinction de la politique conventionnelle et de ses acteurs. Elles ont comme justification et comme conséquence de prévenir la professionnalisation politique au sein du mouvement, à la fois matériellement (en interdisant le cumul des mandats dans le temps) et symboliquement (en déconsidérant les objectifs de carrière et en valorisant à l'extrême les motivations morales dans les engagements militants).

Jusqu'aux élections législatives de 2013, et partiellement encore au cours de celle-ci, l'antipolitisme du M5S a été cohérent



Le Sea-Watch 3 tente d'accoster l'île italienne de Lampedusa pour y mettre en sécurité 42 migrants secourus dans les eaux internationales de la Méditerranée, 26 juin 2019.

avec ses logiques de fonctionnement et son mode d'insertion dans l'espace politico-électoral. Comme l'ont souligné notamment les travaux de Roberto Biorcio consacrés au militantisme au sein du mouvement, celui-ci s'est développé à partir de réseaux d'activistes locaux rassemblés autour de la revendication d'un renouvellement des institutions démocratiques, partageant à la fois une forte méfiance à l'égard des partis et un désir d'engagement actif dans la vie publique. Le M5S a apporté à ses affiliés des catégories d'interprétation de la politique et de la société ainsi que des répertoires identitaires gratifiants qui se sont diffusés et consolidés à l'intérieur des collectifs militants critiques vis-à-vis de la politique établie et de ses acteurs. Il est ainsi parvenu à exprimer et à organiser une demande de participation en dehors des canaux de la socialisation politique monopolisés par les partis en

place, à « réenchanter » l'action politique auprès d'individus et de groupes qui s'en étaient détachés. Outre cette incitation à la politisation, l'engagement au sein du M5S a été un instrument d'accès à l'espace institutionnel (municipalités, assemblées locales, Parlement) pour des individus éloignés des instances habituelles de la professionnalisation politique ou peu disposés à y participer. L'implication active dans la vie publique locale et le capital militant y ont été fortement prisés et rétribués sous la forme de candidatures et, au fur et à mesure des succès électoraux du M5S, de postes électifs. Cela a contribué à l'émergence et à la consolidation d'une classe politique renouvelée en termes générationnels (les élus *pentastellati* sont très significativement plus jeunes que leurs homologues des autres partis) et au moins partiellement sociaux et culturels (appartenance aux nouvelles professions intermédiaires du conseil et des

services, expérience fréquente de l'emploi précaire associé à un niveau élevé de diplôme, militantisme de type « mouvementiste »).

Le récent succès du M5S et plus encore sa participation au gouvernement ont transformé cette situation. Le répertoire antipolitique a été nettement moins mobilisé que par le passé dans la campagne électorale au profit d'une attention à la pertinence du programme et à sa faisabilité. Les capitaux militants ont été partiellement dévalués par rapport aux compétences expertes et à la visibilité publique dans le choix des candidats. Les origines professionnelles et les trajectoires politiques des parlementaires en ont été modifiées, le M5S attirant désormais dans ses rangs des individus moins liés aux groupes de base du mouvement et mieux insérés professionnellement (professions libérales, petits entrepreneurs, intellectuels et universitaires). L'élargissement de son électorat est allé de pair avec une plus grande

flexibilité idéologique, lui permettant d'attirer d'anciens électeurs des partis de droite ou faiblement politisés. Ces phénomènes ont favorisé la mutation du M5S d'un mouvement de protestation en un parti de gouvernement apte à jouer le jeu des institutions. Ils l'ont conduit à participer à la légitimation politique de la Ligue et de l'option nationaliste défendue par son leader Matteo Salvini – au risque de se voir supplanter par celle-ci comme incarnation de la contestation populiste du « système » et comme acteur prédominant de la recomposition politique de l'Italie. Les résultats des élections européennes de mai 2019 ont confirmé cette hypothèse, la Ligue atteignant 34 % des suffrages exprimés (soit près du double de son score aux élections législatives de 2018 et 28 points de plus qu'aux précédentes européennes de 2014), alors que le M5S n'obtenait que 17 % des voix (le même score qu'en 2014 et simplement un petit peu plus de la moitié de celui de 2018). ^④

POUR EN SAVOIR PLUS

BIORCIO Roberto (a cura di), *Gli attivisti del Movimento 5 Stelle. Dal web al territorio*, Milan, Franco Angeli, 2015.

BIORCIO Roberto et NATALE Paolo, *Il Movimento 5 Stelle dalla protesta al governo*, Milan, Mimesis, 2018.

CERI Paolo et VELTRI Francesca, *Il movimento nella rete. Storia e struttura del Movimento 5 Stelle*, Turin, Rosenberg & Sellier, 2017.

CONTI Nicolò et TRONCONI Filippo, « Le Mouvement Cinq Étoiles. Organisation, idéologie et performances électorales d'un nouveau protagoniste de la politique italienne », *Pôle Sud*, 45, 2016, p. 21-41.

CORBETTA Piergiorgio (a cura di), *M5S. Come cambia il partito di Grillo*, Bologne, Il Mulino, 2017.

DOUSSON Jérémy, *Un populisme à l'italienne ? Comprendre le Mouvement 5 étoiles*, Paris, Les Petits Matins, 2018.

MONTESANTI Lucia et VELTRI Francesca, « Il Movimento Cinque Stelle alla prova delle regionali. Analisi del voto e del ceto politico », *Quaderni di sociologia*, 69, 2015, p. 129-163.

RAYNER Hervé, « Le Mouvement 5 étoiles en Italie : un populisme assumé », *Questions internationales*, 83, janvier-février 2017, p. 44-65.

Matteo Salvini et le renouveau de la Ligue Jean-Louis Briquet

En remportant plus de 17 % des voix, et en obtenant 125 sièges de députés et 58 de sénateurs, la Ligue s'est imposée aux législatives de mars 2018 comme le premier parti de la coalition de centre droit en Italie, devançant son allié Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, de près de trois points. Elle s'est ensuite émancipée de cette alliance pour s'associer seule au principal vainqueur de ces élections, le Mouvement 5 étoiles (M5S), et devenir ainsi l'un des piliers du « gouvernement de changement » à tendance populiste formé en juin 2018 et qui dirige actuellement l'Italie.

Ce succès est associé à la personne de Matteo Salvini, secrétaire fédéral de la Ligue depuis décembre 2013. Militant de longue date de ce parti, auquel il a adhéré en 1990 à l'âge de 17 ans, ce fils de la moyenne bourgeoisie milanaise a fait toute sa carrière en son sein. D'abord responsable de mouvements de jeunesse, il occupe, à partir de 1997, des fonctions de journaliste dans des médias léguistes (Radio Padania notamment). Conseiller municipal de Milan élu une première fois en 1993 (il occupera ce poste jusqu'en 2012 puis de 2016 à 2018), député européen presque sans interruption entre 2004 et 2018, c'est un dirigeant très actif auprès des militants et très présent en Lombardie, où la Ligue est fortement implantée (il représente cette région comme vice-secrétaire puis secrétaire national de la Ligue entre 2006 et 2012). Il n'est pas cependant, jusqu'en 2013, une personnalité de premier plan dans le parti. S'il est bien un membre important de la jeune génération dirigeante, il est tenu à l'écart des arènes parlementaire et gouvernementale ainsi que des sphères centrales de la direction du parti et, par là, des conflits de pouvoir internes opposant les membres de la « vieille garde » pour la

succession du fondateur et leader historique, Umberto Bossi.

Son accession au poste de secrétaire fédéral succède à une période de grave crise morale et politique que la Ligue traverse entre 2011 et 2013. En novembre 2011, la fin du quatrième cabinet de Berlusconi, dont elle était l'un des principaux associés, l'a écartée du pouvoir national après une décennie de présence quasi continue au gouvernement. La mise en cause de plusieurs membres de son équipe dirigeante, en avril 2012, dans une affaire de détournement à des fins personnelles de fonds publics destinés au parti, a entamé son crédit et accéléré la chute de Bossi, directement impliqué dans cette affaire. Avec à peine plus de 4 % des voix aux législatives de février 2013 (contre 8 % en 2008), la Ligue a obtenu l'un de ses plus mauvais scores depuis qu'elle s'était affirmée sur la scène politique au début des années 1990. À la fois homme d'appareil et à la périphérie de l'ancienne équipe dirigeante, Salvini représente une alternative politique convaincante pour de nombreux militants, élus et dirigeants conscients de l'épuisement du leadership charismatique de Bossi. Son élection lors des primaires du 7 décembre 2013, où il recueille 82 % des voix (contre 18 % pour Bossi qui était son seul concurrent), ouvre une période de renouveau de la Ligue, dont Salvini engage la transformation en une force politique à vocation nationale revendiquant clairement son appartenance à l'extrême droite nationaliste et souverainiste.

Ce renouveau se traduit par l'abandon du projet ethno-régionaliste de la Ligue, dont la défense de l'identité et des intérêts des régions du Nord de l'Italie (la « Padanie ») contre le « centralisme romain » et l'« assistanat » envers le Mezzogiorno a été depuis sa création un

fondement idéologique et une thématique prioritaire de mobilisation. Ces régions restent de loin les principales zones d'implantation de la Ligue, qui réalise aux législatives de 2018 ses scores les plus importants en Vénétie (31 %), en Lombardie (28 %) ou dans le Piémont (23 %) – alors qu'elle n'obtient qu'entre 5 % et 10 % des suffrages dans les régions du Sud et les îles. Elle parvient cependant à s'établir dans l'ancienne zone « rouge », où la gauche a longtemps été prédominante, en atteignant autour de 20 % des voix en Émilie-Romagne et en Ombrie, et 17 % en Toscane – contre moins de 2,5 % aux législatives précédentes. Ainsi, alors que le Nord composait 90 % de l'électorat léguiste en 2008 et en 2013, il ne représente plus que 62 % de cet électorat en 2018. Cette évolution est le reflet de la stratégie de nationalisation de la Ligue menée par Salvini, qui remplace la promotion de l'identité « padane » par celle de l'identité nationale, et le thème de la primauté du Nord par celui de la « primauté des Italiens » (l'un des principaux slogans de sa campagne en 2018).

Sous l'égide de Salvini, la Ligue fait de la préférence nationale le pivot de son programme, et se rapproche des droites nationalistes européennes, avec lesquelles elle noue des alliances (elle fait partie, avec le FN français notamment, du Mouvement pour une Europe des nations et des libertés) et dont elle partage les principales orientations : opposition à l'immigration, souvent associée à la lutte contre l'insécurité et contre l'islamisme ; critique de la mondialisation et hostilité à l'égard des institutions européennes considérées comme les responsables de la crise économique et sociale du pays ; renforcement des politiques de lutte contre l'austérité et de protection sociale, mais à destination des seuls nationaux. Ces thèmes étaient présents dans le discours antérieur de la Ligue, aux accents souvent xénophobes et dénonciateurs des

« diktats » de la « technocratie bruxelloise ». Salvini les radicalise et les associe à un projet politique national, deux moyens d'élargir la base électorale du parti en s'implantant dans de nouveaux territoires et en attirant les fractions protestataires de l'électorat, détachés des partis traditionnels et en demande de changement.

La victoire électorale de 2018 et la participation au gouvernement ont consacré cette stratégie et, avec elle, l'influence déterminante de Salvini dans la politique italienne. Son rôle actif comme vice-président du Conseil et ministre de l'Intérieur, promoteur de mesures très restrictives concernant l'accueil des migrants et imposant à la Commission européenne une réforme abaissant l'âge de départ à la retraite au prix d'un accroissement du déficit public, a fortement accru sa popularité auprès de l'électorat, comme en témoigne le score retentissant de la Ligue aux européennes de mai 2019 (34,3 % des suffrages exprimés, contre 6,2 % aux précédentes européennes de 2014 et un gain de 17 points par rapport aux législatives de 2018). Son leadership sur une nouvelle Ligue « nationale » nettement renforcée par rapport à son allié berlusconien lui permet de briguer la direction de la coalition conservatrice. Il est ainsi en position de protagoniste essentiel dans la recomposition du paysage politique de l'Italie post-berlusconienne, à la tête d'une nouvelle droite radicalisée en mesure de concurrencer le M5S sur le terrain du populisme et du renversement de la « vieille politique ».

POUR EN SAVOIR PLUS

PASSARELLI G. et TUORTO D., *La Lega di Salvini. Estrema destra di governo*, Bologne, Il Mulino, 2018.

VAMPA D., « Il centrodestra a guida leghista », dans ICC (dir.), *Il vicolo cieco*. Bologne, Il Mulino, 2018, p. 57-77.